

Résilience urbaine - 3^e séance – Les diasporas

Compte-rendu réalisé par Raluca Schumacher, département de géographie, 1^{ere} année.

Problématique : la résilience des communautés et leur lien avec la résilience urbaine. Questions de circulation et de mémoire.

I. **Georges PREVELAKIS (Paris I) : l'amnésie contre la résilience : charte d'Athènes, nettoyage ethnique et marketing urbain**

Parcours particulier : architecte de formation, passé à l'urbanisme puis à la géopolitique dans les Balkans et les diasporas.

1. *L'amnésie contre la résilience*

a. La résilience de la ville pré-moderne : Istanbul

Pour comprendre le phénomène de résilience urbaine, il faut s'intéresser à l'histoire de la ville, et, au sein de celle-ci de la grande ville pré-moderne, en prenant l'exemple de la Polis Byzance-Constantinople-Istanbul. Le terme Polis est présent dans Constantinople, Istanbul. Pour ses habitants, dans l'Empire byzantin ou ottoman, le nom de la ville était tout simplement « La ville ».

Cette ville est un exemple extraordinaire de résilience car elle s'est métamorphosée à plusieurs reprises, elle a traversé les siècles avec plusieurs influences.

Sa plus grande crise est la création de l'Etat turc. Atatürk déplace la capitale : elle subit non seulement une marginalisation – elle était déjà marginalisée par le rétrécissement du territoire ottoman qui lui faisait perdre sa centralité – mais le départ de ses diasporas : Grecs, Arméniens, juifs. C'est un processus de nationalisation non spécifique aux turcs : les Grecs ont fait de même.

Aujourd'hui, il y a réémergence d'Istanbul, réémergence culturelle et économique. Le cadre géopolitique et géoéconomique change par la fin de la guerre froide, la perte d'importance des frontières nationales et le processus d'européanisation. Istanbul redevient le centre d'une grande région correspondant à l'ancien territoire ottoman.

Cette ville « palimpseste » a plusieurs strates de mémoire. La résilience est fonction de cette ressource de multiples mémoires, car celle-ci donne les outils pour s'adapter face à chaque nouvelle épreuve. C'est une caractéristique de la ville pré-moderne, sachant que tout n'est pas réussite, tout n'est pas survie. Il y a aussi des villes qui ont disparu, qui n'avaient pas cet atout de résilience.

b. Modernité et amnésie

La modernité se caractérise par des pratiques, des stratégies d'amnésie, de destruction de la mémoire. Pourquoi et sous quelles formes ?

Pourquoi : parce que la ville cesse d'être le centre de la politique. D'un côté, la modernité, c'est l'émergence et le monopole de l'échelle stato-nationale, et de l'organisation westphalienne. Le monde que l'on a appris à considérer comme la norme, une organisation à l'échelle de l'Etat nation et ensuite d'une société internationale composée d'Etats-nations, est en réalité une exception dans l'histoire, qui regorge de systèmes identitaires et territoriaux beaucoup plus complexes. Dans cette situation finalement exceptionnelle, l'échelle de la ville cesse d'être très importante, et cette multiplicité est d'une certaine manière gênante par rapport à la volonté d'imposer une seule version de l'histoire et une seule version de l'avenir, organisée autour de l'identité nationale. La Révolution industrielle a aussi une dimension très importante, car elle introduit une dimension très quantitative (urbanisation), mais aussi qualitative, car la production matérielle, qui était auparavant essentiellement hors de la ville, y entre. L'ennemi qui était à l'extérieur va maintenant entrer à l'intérieur, avec les grandes confrontations sociales, les luttes urbaines du XIXe siècle, qui produisent en réaction des idéologies nouvelles, marxisme, socialisme. Ces idéologies ont une dimension urbaine, pourtant très peu explicite dans les débats sur le marxisme, qui a une dimension a-spatiale, qui est plus un historisme qu'un géographisme.

Cette instabilité au sein de la ville crée aussi un sentiment d'ambiguïté, voire d'hostilité envers la ville. Il y a des réactions proposant de se débarrasser de ce monde chaotique qu'est la ville. On voit apparaître de s projets, qui deviennent réalité, de destruction de ce qui est le cœur de l'existence urbaine et qui alimente la résilience, c'est-à-dire la multiplicité des mémoires, voire même, à la rigueur, de la mémoire.

Les mémoires urbaines, c'est l'existence de la population, mais aussi la trace de l'histoire sur le paysage urbain : les monuments, mais aussi le tracé des rues, les ambiances, voire les parfums et les odeurs, les paysages de sons et de bruits. Ce qui constitue la texture culturelle de la ville gêne. Il y a au début du XXe siècle un mouvement, le futurisme, qui peut se résumer à la volonté de détruire le passé. Et donc la mémoire. Le futurisme influence les grandes idéologies du XXe siècle : le fascisme et le communisme. Il est aussi à la base de l'architecture et de l'urbanisme moderne.

2. La charte d'Athènes

L'évangile de l'urbanisme moderne est la fameuse charte d'Athènes (années 50). Le Corbusier y propose tout simplement la destruction de ce que nous appelons le patrimoine. Ces propositions, il les amène souvent en proposant le contraire, et en énonçant pour cela des conditions, qui amènent à tout détruire. Les pratiques de l'urbanisme moderne résultent de cette vision : une nouvelle théorisation de la construction des villes après la 2^e Guerre Mondiale, et la rénovation urbaine, destruction et remplacement du tissu urbain tel qu'il existe.

Cette destruction résulte de pratiques nouvelles mais aussi de la réalité des bombardements. Le document projeté, une affiche anglaise d'après la 2^e Guerre Mondiale, montre ce constat émerveillé : les bombardements permettent de construire un monde nouveau, de nouveaux paysages de grands ensembles, sans mémoire. Ces constructions pèsent sur la capacité des villes d'Europe occidentale à faire face aux difficultés, comme par exemple la crise économique.

3. Le nettoyage ethnique

Passons à un contexte de la Méditerranée orientale ou de l'Europe orientale du Nord : la destruction de la mémoire par le nettoyage ethnique. L'espace de la Baltique à la Méditerranée orientale est parsemé de villes carrefours des diasporas, qui faisaient partie d'Empires, alors qu'en Europe occidentale, les villes étaient plus nationales. L'émergence des Etats-Nations constitue une transformation fondamentale dans l'identité des territoires qui a des conséquences sur les villes. Le nettoyage ethnique est une pratique presque inévitable de la modernisation de ces espaces, puisque la ville multiculturelle est en contradiction avec le nouvel ethos de l'Etat-Nation. Il y a donc des pratiques conscientes ou inconscientes de destruction de la mémoire. Les iconographies ont une telle capacité à résister que le seul moyen de les détruire c'est de détruire leur support, c'est-à-dire les personnes. Cette nationalisation des villes est marquante dans deux exemples de la Méditerranée orientale (Istanbul étant épargnée, bien que pas totalement) :

- Salonique, annexée par la Grèce, était une ville juive sépharade, pour la moitié de sa population. Les sépharades ont commencé à partir, pour de nombreuses raisons, notamment pour la France, avant que la communauté ne soit complètement détruite par la 2^e Guerre Mondiale. Il y a ensuite arrivée de Grecs d'Asie mineure, soit une transformation très profonde de la ville, avec destruction de la mémoire (GP lui-même n'a découvert ce passé juif de la ville qu'à son arrivée en France en 1988). Cette amnésie se pratique dans le paysage urbain : le cimetière juif a été détruit par les nazis, et au départ des Allemands, ce sont les Grecs qui ont pris la décision d'y construire l'université.
- Izmir, 2^e ou 3^e ville de l'Empire ottoman, était une ville essentiellement grecque. Les Grecs ont du partir et la ville a été entièrement turquisée, s'accompagnant de grandes opérations d'urbanisme pour effacer les traces de la présence grecque.

Le futurisme et le nettoyage ethnique se combinent très bien : l'aspect technique, technocratique, de l'aménagement urbain et les pratiques géopolitiques sont très imbriqués. Dans l'Allemagne nazie, les urbanistes s'impliquaient dans de grandes opérations de recomposition des populations et des territoires.

On a donc un XX^e siècle caractérisé par cette construction de l'amnésie dans le cadre urbain. Celle-ci doit aussi être associée à la fonction de mémoire de l'histoire dans le cadre westphalien stato-national. L'historiographie joue un rôle fondamental dans la construction des identités nationales. Il y a ici une construction téléologique de l'histoire : elle est conçue comme un processus linéaire qui conduit à la présence de la nation ; il s'agit de montrer que la nation qui est en train de se mettre en place a toujours existé.

A cette vision linéaire s'ajoute une construction de l'avenir. C'est une histoire qui produit une mémoire unidimensionnelle. L'objectif est de construire une utopie : on étend cette ligne pour envisager un avenir radieux. Cette conception de l'histoire par le nationalisme n'est donc pas éloignée du fascisme ou

du communisme. On est dans le même registre, la simplification unidimensionnelle et linéaire. Ce qui sort de cette ligne, il faut le détruire.

Cette simplification diminue bien sûr beaucoup la résilience des villes. On a ainsi produit des villes bien moins résilientes que les villes pré-modernes.

Tout ce contexte est en train de se transformer. La mondialisation est le dépassement de cette simplification scalaire. Plusieurs échelles commencent à émerger. C'est aussi la combinatoire des échelles qui change, avec la sortie de l'organisation hiérarchique national / régional / local : le local se combine très bien avec le global (« le glocal »). Quand on parle de métropole, ce qui compte, c'est une partie de l'espace métropolitain, qui est connectée avec d'autres parties similaires. Cette complexité de l'espace se développe et ne peut que s'accompagner d'une complexification de la vision du temps : on sort de la vision linéaire du temps. Les grandes métropoles redeviennent le carrefour des diasporas, on revient à des situations qui rappellent la ville pré-moderne. Ceci signifie que la question de la mémoire se pose à nouveau, de manière favorable ou défavorable à la résilience.

Favorable, car il y a à nouveau complexification de la mémoire, donc la mémoire apporte des éléments pour faire face à des défis nouveaux, elle apporte un éventail de solutions. Le revers de la médaille, c'est que le temps n'est pas suffisant pour que ces mémoires se coordonnent. Des situations de conflictualité s'installent donc. Dans le contexte pré-moderne, il y a eu l'opposition entre ville et campagne ; puis il y a eu le conflit à l'intérieur des villes entre le prolétariat et la bourgeoisie. Maintenant, on entre dans des conflits de diasporas. Une grande métropole occidentale comprend une sorte d'élite transnationale diasporique. La diversité des victimes du 11 septembre en est une illustration. On a donc une reconstitution conflictuelle de la mémoire.

4. Le marketing urbain

Pendant les décennies d'économisme de la guerre froide, la culture était considérée comme un épiphénomène. Elle revient comme une ressource économique. C'est une récupération de la mémoire, récupération défensive face à l'explosion de mémoires multiples qui récupère des morceaux de mémoire en les réinterprétant pour les rendre assimilables par un marché international. On arrive au cauchemar orwellien de 1984, où l'histoire est réécrite constamment et où on ne peut savoir ce qui est vrai et faux. Cette réorganisation de la mémoire à des fins de marketing urbain est pire que la destruction parce qu'elle nous importe une version de la mémoire qui est fausse.

Questions :

- Toutes les mémoires ont-elle le même statut ? La ville et le processus de construction / déconstruction mémorielle, notamment dans les villes européennes, sont-ils marqués par ce rapport aux différents types de mémoires ?
- La mémoire doit être interprétée comme un réseau d'éléments réorganisés constamment sur le plan collectif et de manière différente selon les acteurs. Chacun a sa propre lecture. De plus la

mémoire n'est pas linéaire. La diversité culturelle dans la population renvoie aussi à des temps différents. Ils vivent la mémoire.

- On a l'impression qu'il y a un cycle...
- Oui jusqu'à la modernité. Mais à partir du XIXe siècle, les choses commencent à évoluer d'une manière qui, peut-être, sera catastrophique. La modernité détruit un système qui est résilient. La modernité stabilise de façon très forcée et violente, stabilisation qui ne peut pas durer éternellement.
- Vous parlez du régime d'historicité futuriste comme destructeur de résilience, et a contrario de la résilience du régime d'historicité pré-moderne. Peut-on parler du présentisme actuel comme favorable à la résilience ? Est-ce un régime d'historicité ou une situation variable selon les villes ?
- Mon exposé est nécessairement linéaire pour réfléchir sur ces concepts. Il y a une diversité des métropoles africaines, sud-américaines qu'il ne prend pas en compte. Les problèmes d'échelle, de rapidité sont cruciaux. Il est difficile de tracer l'ensemble des pistes dans un monde qui change si rapidement.

II. Pierre SINTES : mémoire(s) et pratiques de mobilité aux marges de la Grèce

Les deux cas concrets qui sont présentés ici illustrent bien le propos de Georges PREVELAKIS, la remise en question des idéologies unidimensionnelles de l'Etat-Nation par des processus contemporains liés de près ou de loin à des mobilités géographiques.

Ils explorent les rapports entre mémoires et migrations ou plutôt mobilités géographiques, car ses dernières recherches ne concernent pas des mobilités migratoires à proprement parler mais plutôt des voyages de court terme, des formes de tourisme ou de pèlerinage identitaire, alimentant les réflexions sur les permanences affectant l'organisation et la pratique de l'espace.

P. SINTES analyse l'activation contemporaine de la mémoire de certaines communautés particulières, communautés minoritaires au sein de la société grecque, de par leurs caractéristiques linguistiques, religieuses et plus généralement identitaires. Cette activation constitue une nouvelle dynamique, qui semble aujourd'hui attestée ou rendue plus visible sur les marges de la Grèce, pour des raisons essentiellement historiques. Il s'agit de révéler par la marge des processus qui concernent l'ensemble de la société grecque, de montrer comment la situation actuelle serait favorable aux actualisations, au renforcement de ces appartenances de groupes minoritaires se reconnaissant un passé commun (on rejoint le débat en histoire sur l'inflation des mémoires et sur le « primordialisme ») et savoir comment ces éléments viennent impacter différentes pratiques de l'espace : celle de la mobilité géographique mais aussi celle de l'aménagement ou de la patrimonialisation de certains éléments de l'espace urbain.

1. La migration albanaise en Grèce (thèse de doctorat)

Réalités et importances : en 1990, la Grèce devient une des destinations migratoires les plus connues d'Europe du Sud. Le recensement de 2001 met en évidence un groupe de 700 000 résidents étrangers, pour une population avoisinant 10 000 000 d'habitants, et 10 % de la population active.

Les albanais sont de loin le groupe le plus important avec plus de 500 000 ressortissants recensés. C'est la grande rapidité de cette migration qui explique l'impression en Grèce, dans les années 90, que le pays était submergé sous une vague migratoire albanaise (article « l'Albanie déménage en Grèce »).

L'absence de données disponibles à l'époque a poussé P Sintès à s'orienter vers les études de cas, de terrain., sSous l'influence des écrits de Gildas Simon (étude de la construction des réseaux migratoires entre la Tunisie et la France), des études des Balkans contemporains qui prônaient une approche plus culturelle, et d'ethnologues dont Gilles de Rapert, spécialiste de l'Albanie méridionale.

La migration albanaise, classiquement, comportait dans ses modalités de réalisation une grande part d'innovation, à la manière de ce que Serge Weber a montré pour les migrations est-européennes à Rome, avec des entrepreneurs migrants. Mais ce qui est plus original, c'est que des éléments de structuration de ces flux migratoires semblaient devoir être compris au regard du passé des deux pays : contentieux géopolitiques, mais aussi interpénétrations historiques des deux sociétés.

Ce phénomène a été mis en évidence en observant les différences entre groupes de migrants. Ceux-ci ne semblaient pas tous se valoir aux yeux des interlocuteurs Grecs et de l'administration grecque. L'étude de la situation d'albanais rencontrés entre 2002 et 2005 dans 5 villages de la plaine de Corinthe faisait apparaître deux groupes très distincts :

- Les membres du premier étaient venus en Grèce dès le début des années 90, étaient toujours restés dans cette région, y constituaient des familles complètes vivant dans des conditions de confort acceptables, louant des maisons, parlant bien le grec, scolarisant leurs enfants, et manœuvrant de nombreux leviers d'intégration. L'amélioration de leur niveau de confort semblait avoir été rendue possible par leur origine commune du sud de l'Albanie, et surtout par leur appartenance à la religion orthodoxe. Ils avaient ainsi obtenu des avantages auxquels les autres albanais ne pouvaient pas prétendre, au premier rang desquels l'obtention de documents en règle. La confiance portée par les habitants du village se manifestait en de nombreuses occasions ; ils étaient ainsi plus volontiers embauchés dans les périodes de sous-emploi. L'intégration semblait garantie : à la maison, on parlait grec avec les enfants. Les caractéristiques étaient celles d'une immigration permanente, avec des liens plutôt distendus avec le pays d'origine. Ils gardaient une distance notable avec leurs compatriotes venus d'autres régions d'Albanie.
- Le 2^e groupe, originaire des régions septentrionales d'Albanie, connaît des conditions d'existence nettement plus précaires. Les groupes qu'ils forment dans les villages ont des caractéristiques communes, d'abord démographiques (hommes de 20 à 39 ans majoritairement, les femmes étant quasiment absentes), conditions de logement précaires (pour certains, baraques au milieu des champs, prêtées par les employeurs, sans eau courante), situation économique peu confortable (chômage occasionnel), illégalité du séjour, déficit d'appuis sociaux.

Les données statistiques relevées plus tard confirment cette distinction de deux groupes, grâce notamment à une étude des archives publiques des demandes de régularisation dans un quartier d'Athènes. Ces données mettent en évidence les mêmes différences démographiques et économiques (déclaration d'une spécialité, de la somme d'argent en leur possession) que celles observées initialement.

Pour expliquer ces différents profils, P SINTES une approche « par le bas » dans la région montagneuse de l'Épire septentrionale, à la frontière gréco-albanaise. Les migrants venus du Sud de l'Albanie se trouvaient essentiellement au sein de la communauté orthodoxe, plus ou moins hellénophone, entretenant des relations anciennes avec la Grèce. Se prévaloir de l'orthodoxie leur est vite apparu comme un viatique utile pour s'installer en Grèce ; l'adoption par les musulmans mêmes d'un prénom chrétien en Grèce le montre. L'orthodoxie permettait un meilleur accueil, surtout dans les démarches administratives, et d'être considéré comme un frère grec éloigné par l'histoire, un *homogenis*, statut qui ouvre des droits spécifiques en Grèce. C'est ainsi que bon nombre d'orthodoxes d'Albanie ont pu être considérés comme des Grecs d'Albanie, membres de la nation grecque. Ils seraient selon le gouvernement grec 100 000 à 150 000 à bénéficier de ce statut.

Certains albanais semblaient bénéficier d'appuis liés à des liens historiques avec des populations grecques. Dans la région de Corinthe, certains avaient suivi la trace d'un parent établi en Grèce avant la 2^e Guerre Mondiale. Dans la zone frontalière albanaise, de très nombreux habitants étaient liés à la Grèce par leur histoire familiale. Avant guerre, le franchissement de la frontière ne posait pas de problème, dans une imbrication des modes de vie et des appartenances linguistiques. Tout a changé avec la fermeture de la frontière en 45 (clôture électrifiée, zone de terre meuble surveillée). La clôture fut détruite en 1991. L'ouverture de la frontière est décrit dans les témoignages recueillis comme ayant donné lieu à un élan mutuel, à l'enthousiasme de familles séparées depuis 50 ans. L'appartenance à des réseaux particuliers a permis à certains groupes de migrer en masse : dans certaines zones, les villages ont été vidés jusqu'à plus de 2/3 de leurs habitants. Et ce d'autant plus que ce lien allait avec la possibilité d'un statut particulier en Grèce. En donnant ce statut aux uns mais pas aux autres, la migration semble rafraîchir la mémoire des communautés de la frontière. Celle-ci a été tracée en 1913. Le tracé a longtemps été sujet de conflit entre les deux Etats ; de part et d'autre de celle-ci se trouvent des groupes dont la loyauté semble aller à l'Etat voisin. La mémoire de ces communautés semble avoir été reconvoquée au moment de la migration, alors qu'elle avait été figée dans la guerre froide. On trouvait en Grèce des communautés albanophones, qui aujourd'hui ont disparu puisqu'elles ont connu une expulsion massive vers l'Albanie, prises dans l'échange de population gréco-turc. Côté albanais, plusieurs groupes demeurent liés à la Grèce : minorité hellénophone, dont le nombre est controversé : 60 000 à 400 000 personnes selon les sources utilisées, pasteurs aroumains (langue proche du roumain), vivant dans les montagnes entre Grèce et Albanie, et considérés par la Grèce comme Grecs.

Conclusion : le passé commun aux Grecs et aux albanais, découlant du mode de fonctionnement de l'Empire ottoman, a produit un espace relationnel d'intensité inégale, que les migrants ont en quelque sorte réhabilité par leur mouvement. Cette relation transfrontalière échappe en partie au contrôle des Etats. Les discours identitaires sont marqués par des formes d'entre-deux intéressantes. C'est un mouvement de fragmentation qui va de pair avec le renforcement des identités régionales. Il a conduit à la « panique pour l'identité » (Alexandra Nestoropoulou) : au lieu de renforcer l'identité nationale grecque par un contre-modèle, cette migration la déstabilise en mettant en évidence l'interpénétration entre les deux populations. L'Etat grec cherche à mettre de l'ordre en sommant le migrant de se déterminer en fonction de l'hellénisme, procédure qui vise à limiter l'expression des identités transnationales en les réintégrant dans le cadre de l'Etat-nation.

2. Rhodes et sa population juive

P SINTES a poursuivi l'étude de la réactivation des identités infra-étatiques et trans-étatiques en élargissant ses travaux à d'autres régions, groupes et espaces frontaliers. Ces espaces sont propices car la construction de la Grèce contemporaine s'est faite par annexion successive de ses parties périphériques et par homogénéisation de sa population autour des canons de l'hellénité que sont la religion et la langue.

Depuis 2006, il étudie la situation dans la vieille ville de Rhodes. Ce choix s'est fait car l'île et l'ensemble du Dodécanèse sont les derniers espaces rattachés au territoire grec, en 47, suite à la 2^e Guerre Mondiale, après avoir appartenu à l'Italie entre 1912 et 1946. Elle n'a donc pas été touchée par l'échange de population de 1923 et par l'homogénéisation ethnique qui a prévalu ailleurs. On trouve donc toujours des communautés musulmane et catholique, et on trouvait jusqu'à la 2^e Guerre Mondiale une communauté juive. C'est sur la mémoire de cette dernière que PS enquête depuis 2005.

Cette communauté juive était présente sur l'île depuis de nombreux siècles ; déjà en 1309, quand les chevaliers de l'ordre de Saint Jean prirent possession de Rhodes, et surtout après 1492 en raison de la condition de protégés du Sultan qui était alors accordée aux juifs dans l'Empire ottoman. Avec l'arrivée italienne, les juifs virent d'abord une amélioration de leur sort car le gouvernement fasciste voulait s'appuyer sur ces communautés du pourtour méditerranéen comme vecteur de son influence. Il soutint leurs institutions communautaires en poussant à la création d'un collège rabbinique en 1928. Mais la situation économique se détériore car le rattachement à l'Italie coupe ces îles de la côte d'Asie mineure. Les juifs décident donc d'émigrer outre mer : USA, Congo, Rhodésie, Amérique du Sud, Palestine, et ce d'autant plus vite que la situation de l'île devient difficile avec les lois antisémites de 1938. La population du quartier juif passe de 5000 à 2000 habitants. En juillet 44, le reste de la population est déporté. Leur quartier est occupé peu à peu par les populations orthodoxes. Une seule survivante est revenue après guerre.

Pourtant, la mémoire des juifs de Rhodes est depuis les années 90 en voie de réhabilitation, sous l'impulsion de mécènes, avec notamment la rénovation de la synagogue. Rhodes accueille de nombreux touristes et est en passe de devenir un lieu de pèlerinage pour la diaspora juive rhodésienne, à l'occasion des fêtes juives, d'événements familiaux. Un musée a ouvert en juillet 2007. La mémoire des déportés est commémorée chaque 23 juillet, jour anniversaire de la déportation, depuis 2002. Cette manifestation est l'occasion de la venue de nombreuses personnes depuis tous les lieux de la diaspora. Elle prend même des allures de pèlerinage. Les marques de la présence juive dessinent dans les rues un parcours, un marquage identitaire suivi par les visiteurs.

Mais cette mise en valeur repose sur des bases fragiles. Elle émane des acteurs privés, ce qui est étonnant là où l'intérêt pour la mise en valeur du passé est fort. Le quartier, pourtant bien situé (à côté du débarcadère des croisières), n'a pas connu de réhabilitation.

Le fait que la mémoire juive soit ici contraire à la mémoire nationale a conduit à une situation de blocage des possibilités de l'aménagement urbain dans la vieille ville. Pour le comprendre, il faut revenir sur l'évolution des propriétés dans l'après-guerre. De nombreuses maisons, par les plaques et écrits

apposés, ont une origine juive clairement définie. La question de leur transmission aux descendants des familles parties dans les années 30 ou déportées se pose, alors qu'elles sont toutes habitées par des occupants ultérieurs.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu transmission ? Parce que jusque dans les années 80, dans les régions frontalières de la Grèce, les étrangers ne pouvaient pas légalement posséder de terre ou de maison, ces zones étant considérées comme stratégiques pour la sécurité du pays (les rescapés étaient restés italiens ou turcs). Parallèlement, les maisons étaient considérées comme des biens abandonnés et leurs habitants pouvaient après quelques années en devenir propriétaires, quand elles n'appartenaient pas aux services municipaux ou archéologiques.

Cela a eu 2 conséquences :

- une situation tendue entre autorités municipales, services archéologiques et habitants. Les manifestations de la mémoire juive sont donc parfois conçues par les habitants comme un danger.
- le blocage des réaménagements de cette partie de la vieille ville. Ailleurs, l'entretien est confié à des habitants propriétaires.

Conclusion : dans un cas comme dans l'autre, les marges de l'espace grec sont riches en questionnement des contours de ce que Balibar et Wallenstein appellent la forme-nation, car les pratiques des individus viennent mettre en question le caractère monolithique du discours national. Ce sont donc 2 bons exemples de processus contemporains de retour vers les identités infranationales, vues comme les survivances d'un passé pré-moderne, présenté par certains comme plus légitime au regard des simplifications opérées au 19^e et 20^e par l'Etat nation. Mais il ne faut pas tomber dans le piège primordialiste. Ils ramènent plus aux enjeux des sociétés contemporaines qu'à un hypothétique invariant des phénomènes identitaires. C'est bien la société contemporaine qui favorise l'émergence de ces discours et de ces actions.

Questions :

- Y a-t-il résilience de la communauté ?
- PS : La mémoire de cette communauté connaît une nouvelle visibilité dans la ville de Rhodes. Il n'y a pas résilience mais réappropriation par la mémoire.
- GP : il faut souligner l'importance du tourisme, des pèlerinages. Exemple : les turcs en Grèce. Cela peut donner un rayonnement équivalent à celui du passé. A Salonique, il y a intégration d'une mémoire qui n'existe pas, celle de l'antiquité, construction d'un thème moderne autour d'une mémoire qui n'existe pas, importée, et disparition de la mémoire ottomane.
- Comment savoir quelle mémoire choisir dans une histoire récente ?
- PS : A Rhodes, il est clair que la mémoire juive n'est pas du tout mise en valeur alors que d'autres mémoires le sont. Il y a un traitement différencié, certains bâtiments sont remis en valeur, pas les bâtiments juifs.

- Cette superposition des mémoires est-elle revendiquée par les villes comme une ressource ?
- GP : Dans le passé non, mais c'est en train d'évoluer. Istanbul est la plus avancée. On revient là au marketing. On ne sait pas s'il est mieux de garder les choses comme elles sont ou de permettre une récupération par des autorités nationalistes. Avec une population qui a une culpabilité, qui occupe des maisons appartenant à des expulsés.
- Cette façon de marquer l'espace rappelle celle de la gestion des risques. En comparant avec les villes américaines on a l'impression que l'Europe aurait une identité de la mémoire qui serait la mémoire du fait traumatique, du négatif, alors que les Etats-Unis seraient dans une version d'une mémoire glorieuse, positive. Cette mémoire du fait glorieux existe-t-elle aussi dans les villes européennes ?
- PS : Pour les juifs de Rhodes, la mémoire de la déportation est centrale (on visite le cimetière, la maison des ancêtres), mais aussi en contrepoint d'une mémoire plus heureuse, celle de la cohésion d'une communauté, de ce quartier qu'on appelait la petite Jérusalem. En occultant la misère qui a causé l'émigration des années 30.
- Y a-t-il une opposition entre la résilience des individus et celle de la ville ?
- PS : Ce qui compte, c'est qui sont les individus, qui sont les acteurs qui comptent dans la ville. Les acteurs qui comptaient dans la ville jusque dans les années 90 n'étaient pas ceux susceptibles de porter la mémoire juive de la ville (acteurs étatiques).
- GP : avec la construction nationale, il y a marginalisation des échelles urbaines. La ville est vue avec hostilité (Etat grec face à Salonique), méfiance. Elle est le lieu de confrontation entre l'idéal nationaliste et l'oppression qu'il exerce. L'identité nationale concerne des élites urbaines, alors même qu'on a des registres identitaires complètement différents. En même temps, l'Etat reçoit l'hostilité de ceux qui ont été opprimés par l'identité nationale. C'est le sens des émeutes de l'année dernière à Athènes. Quand on vient avec le rouleau compresseur de l'identité nationale, on crée une hostilité sourde qui conduit à des explosions irrationnelles. Il n'y a pas de véritable changement sur ces questions. Sur Salonique, il y a eu des accords, la création d'un musée ; mais tout cela reste marginal.
- Quels sont les rapports entre le Nord et le Sud de l'Albanie ? Y a-t-il une différence de richesse ?
- PS : Cela renvoie à la manière dont les sociétés se reflètent dans les migrations. Le nord et le sud ont deux dialectes différents. Les élites sont souvent venues du sud, sur le dialecte duquel la normalisation de la langue s'est faite. Le nord est plus pauvre, plus rural.
- Ceux arrivés en Grèce plus précocement ont-ils une position sociale supérieure ?
- PS : Non, il n'y a pas de différence entre ceux de mêmes communautés du Sud.
- Le lien entre mémoire et résilience est ici présumé comme mécanique et uniforme, comme si toutes les mémoires étaient identiques et comme si la mémoire permettait mécaniquement la résilience...
- GP : vous avez raison. La question est qu'est-ce qu'on a comme iconographie dans une ville ? La mémoire fait partie de l'iconographie. Il faut parler de l'espace, de la circulation, et ensuite des rapports entre iconographie et circulation. L'autre question est la temporalité de la résilience.

L'ouverture du champ mémoriel peut diminuer la résilience à court terme mais l'augmente à long terme. Finalement, la résilience est la capacité d'une société de gérer ses contradictions. Ceci est un peu tautologique, puisque c'est quand on a survécu que l'on constate la résilience.

- Une des hypothèses de ce séminaire est de dire que la résilience est un concept essentiellement heuristique, qui sert à qualifier a posteriori des situations, mais qui, quand on cherche un concept prospectif, se heurte très vite à des contradictions importantes.
- GP : oui mais cela permet quand même d'ouvrir un débat et de voir comment certaines pratiques diminuent la capacité des sociétés, des villes à s'adapter. Cela est notamment valable pour le XXe siècle. Le XXe siècle, c'est l'ibris, l'arrogance, une vision à très court terme.
- La notion de seuil est-elle pertinente ? Le XXe siècle est-il catastrophique parce qu'il introduit des changements trop forts, trop nombreux, trop rapides ?
- GP : quand le sujet c'est la ville, le problème c'est qu'avec la construction stato-nationale l'acteur principal c'est la nation, pas la ville. La ville devient objet. En ce moment, elle redevient acteur.
- GP : quelle est la validité de ces concepts par rapport à Skopje ?
- En 63, le tremblement de terre a détruit 80 % de la ville. Est donc né le projet d'en faire la ville socialiste par excellence, internationale. Au Sud, les Slaves macédoniens sont majoritaires. Ce sont surtout ces quartiers qui ont été reconstruits, sur un modèle communiste, de division du travail imposée. Le nord majoritairement albanais et rom a beaucoup moins été objet de reconstruction. On y a gardé la trame de la ville orientale. Les slaves ont l'idée d'un attachement de la communauté albanaise à cette trame chaotique. 2 mémoires différentes (albanais / slaves) coexistent par rapport à ces espaces de la ville orientale.
- PS : dans les deux cas que j'ai présentés, on assiste à une mobilisation de fortune des mémoires. Y a-t-il vraiment résilience ?
- La reproduction spatiale ou sociale des groupes à travers le temps est-elle résilience ? Le concept est-il pertinent et transférable ? Le travail sur la mémoire de notre patrimoine est un instrument de résilience. Résilience peut être envisagée comme une stratégie d'acteurs, qui utilisent la mémoire comme outil de construction / reconstruction, mais aussi, à un moment donné, pour acter la résilience, dire « on a gagné » et construire une nouvelle mémoire, pas seulement celle d'avant, mais de ce qui a été fait. Exemple : la Nouvelle Orléans. Il y a mise en mémoire du processus de reconstruction, patrimonialisation de ce processus qui devient un argument politique fort. Mais à la Nouvelle Orléans, cela sert à masquer une autre résilience, celle de la reproduction d'un modèle de fracturation sociale forte, de ville en déclin, une « catastrophe silencieuse ».
- GP : on peut le transposer au cas de Skopje avec le tremblement de terre, au cas de Salonique avec l'incendie du quartier juif ; il y a ensuite processus de réaménagement, apparence d'amélioration. Le processus sert certains objectifs : à Salonique ou Izmir, la nationalisation d'une ville cosmopolite, à Skopje, le renforcement de la population slave.
- Que dire de la tendance à impliquer les habitants dans les chantiers de modification des villes ? Par exemple à Lyon Confluence, où des visites de chantier sont régulièrement organisées.

- GP : Il s'agit simplement d'une stratégie. La charte d'Athènes a été vue comme technocratique, la réaction a été de développer des processus de participation. Mais c'est très superficiel.

- Le marketing urbain est présenté comme mémoire fausse, mais est-ce un problème ? C'est ce que font les habitants eux-mêmes. Ma famille a vécu l'incendie de Salonique, elle a construit une légende autour du fait d'y avoir échappé, et a considéré les années qui ont suivi comme extrêmement prospères.

- GP : oui, il s'agit là d'une mémoire interprétée, mais d'une mémoire des individus ; au contraire, le marketing s'adresse à un marché globalisé. Pour réussir il faut faire simple. Ce n'est pas de l'interprétation mais de la caricature. On remplace une mémoire qui est certes une reconstruction par quelque chose d'extrêmement simplifié. Et qui connaît une très grande diffusion. Ce qui donne à cette simplification une très grande force. Il faut au contraire, en urbanisme, montrer que tout est une affaire de dosage, pas de solution absolue ; ne pas viser un seul public, mais plusieurs publics avec plusieurs versions. Introduire un peu de culture historique.

- PS : La mémoire est toujours fausse, elle est toujours construite, en fonction du contexte, des rapports de force.